KWENA MA AA KI I KUMALO ME UGANDA

NOUVELLES DU NORD DE L'OUGANDA



UN DÉBUT D'ANNÉE TRÈS REMPLI

Chère, cher,

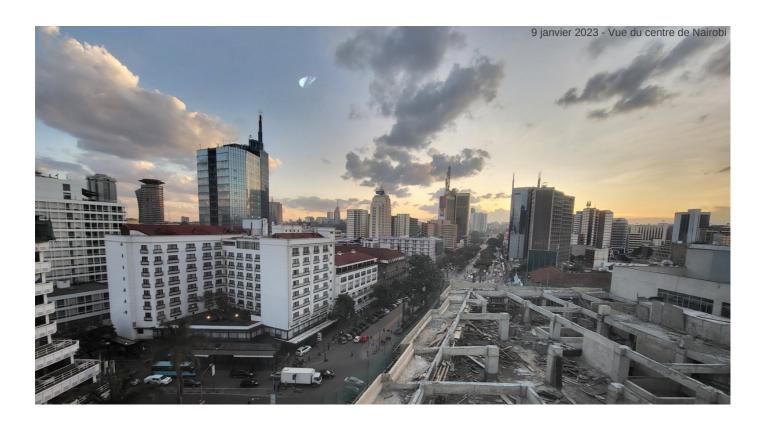
L'année a tout just commencé mais j'ai déjà beaucoup de choses à vous raconter. YOLRED a fait une grande coupure de Noël d'environ un mois, ce qui m'a permis de profiter de prendre des vacances avec mes parents mais aussi d'aller à Nairobi pour refaire mon passeport suisse afin de démarrer ma nouvelle demande de visa. J'ai emménagé dans un petit appartement au deuxième étage d'un immeuble au centre-ville, j'ai réappris à monter des escaliers quotidiennement ! Le tout en pleine saison sèche. Jusqu'à mi-mars, nous n'avions pas vu une seule goutte de pluie! Les routes étaient pleines de sable, il y avait de la poussière partout et la chaleur devenait intenable pour toustes. Depuis janvier, j'enchaine les coupures d'eau de plusieurs semaines et cela n'est pas à ma grande joie : récupérer des jerricans de 20L d'eau et les monter au deuxième m'a toutefois permis de m'initier au cross-fit - en gardant en tête que la majorité de la population du Nord de l'Ouganda n'a pas accès à l'eau courante et fait des centaines de mètres plusieurs fois par jour pour aller chercher de l'eau. J'ai également développé mes compétences de douche à la bassine où « on se bat avec l'eau » pour qu'elle nous rince au mieux.



Dans cette lettre, j'aborderai tout d'abord la reprise à YOLRED qui est intense avec beaucoup de travail administratif en vue de préparer l'année. Début d'année rime avec rentrée et paiement des frais d'écolage. Cela a de nouveau pris énormément de temps et d'énergie à mes collègues : trouver la bonne école, faire passer les examens d'entrée aux enfants et réorganiser la maisonnée pour gérer les plannings de chacun·e. Les frais d'écolage sont de plus en plus élevés, avec des différences de montant absurdes entre les écoles allant de 90,000 UGX à 700,000 UGX pour un·e élève à l'école primaire à Gulu. Je passerai donc en revue différents systèmes d'épargnes qui sont en place ici.



Ensuite, je reviendrai brièvement sur la journée du 8 mars, puis parlerai de l'ambiance qui suit le projet de loi antihomosexuel·le·s amené par le Parlement cette année. Enfin, je terminerai par quelques recommandations musicales, littéraires et gastronomiques.





YOLRED



rentrée chez YOLRED La démarré avec la visite de terrain de l'équipe d'Eirene : Bastien, coordinateur des projets dans les Grands Lacs, Gaëtan, responsable des finances et ancien volontaire à Gulu et Marta. l'assistante de proiets communication. Cela leur a permis faire connaissance de avec l'équipe de YOLRED étant donné que le partenariat est nouveau. Nous avons pu nous rencontrer plusieurs fois afin d'échanger sur nos expériences et ça m'a donné un grand bol d'air d'avoir quelques personnes à qui je peux me confier sur ce que je vis ici.

Du côté des projets et activités, une bonne partie des financements sont arrivés à leur fin en 2022 et il donc nous faut continuer chercher des fonds pour continuer nos activités. Avec une équipe bien soudée, nous essayons donc de développer des propositions projets qui seront envoyées aux bailleurs. De mon côté, c'est une expérience relativement nouvelle et je découvre petit à petit l'arrièreplan des projets : définir les activités et le plan de travail et élaborer le budget tout en n'étant jamais sûr qu'un financement sera alloué.







L'objectif que j'avais au début de mon affectation était de soutenir l'équipe dans la documentation systématique de leurs activités en développant des questionnaires uniformes et en réorganisant le stockage de l'information pour améliorer leur communication. Nous allons donc continuer à travailler là-dessus en parallèle des activités qui prendront place durant l'année. Avec le soutien d'Eirene, nous souhaitons aussi mettre en place deux projets auxquels je participerai activement :

Le développement de connaissances dans la gestion de petites entreprises pour les jeunes victimes de la guerre

YOLRED concentrent ses actions sur les jeunes et plus précisément les jeunes affecté·e·s par la guerre comme les enfants né·e·s de la guerre (qui sont pour la plupart majeur·e·s maintenant) ou leurs enfants. Les bénéficiaires de YOLRED souffrent encore de beaucoup de stigmatisation de la part de la société et de la communauté et une partie d'entre elleux vit dans des conditions de pauvreté ne leur permettant pas de terminer leurs études.

Dans le cadre du projet « Apprenticeship », YOLRED a engagé une apprentie, elle-même enfant née de la guerre afin de la former au poste d'assistante de bureau. Ses tâches sont de gérer la réception et l'accueil des bénéficiaires, d'entretenir quotidiennement les locaux ainsi que d'effectuer divers achats. En ce moment, je travaille avec elle la dactylographie afin de la rendre plus à l'aise possible avec l'ordinateur. Elle a également commencé sa formation en école professionnelle.

Au-delà de la formation de l'apprentie, YOLRED souhaite recruter une trentaine de jeunes (18-30 ans), enfants né·e·s de la guerre et jeunes souffrant des conséquences post-conflit afin de les engager dans une formation pour développer leur petite entreprise. Nous souhaitons que ces jeunes fassent un stage de quelques mois en entreprise et nous allons leur donner une formation à l'entreprenariat de cinq jours afin de leur apprendre les concepts de base pour qu'iels démarrent leur propre entreprise.

A la fin de ce processus de formation qui durera environ une année, nous souhaitons organiser un workshop pour partager nos observations mais aussi pour créer des liens entre des représentantes du monde du travail, les autres ONG actives dans ce domaine et les jeunes et ainsi encourager ce type d'initiatives.





La rédaction d'un manuel pour la mise en place d'ateliers promouvant le pardon et la réconciliation

L'autre projet qui tient tout particulièrement à cœur à Geoffrey, notre directeur, est l'adaptation au contexte nord-ougandais d'ateliers pour la promotion du pardon et de la réconciliation. Il y a quelques années, il a eu la possibilité d'être introduit à ces ateliers organisés par une organisation colombienne qui les mettait au sein de communautés en situation de post-conflit afin d'ouvrir un espace aux participant·e·s pour repenser à leur expérience, réfléchir en groupe et leur permettre de changer leur regards par rapport aux violences subies. Ils ont créé un manuel pour guider les organisateurs/animateurs et nous souhaitons obtenir les droits de l'utiliser dans la Région de Gulu. Pour ce faire, nous allons l'adapter au contexte d'ici et ensuite le publier pour le mettre en place.

Ce projet est très intéressant car il nous permet de faire un échange de connaissances avec un autre pays du Sud qui rencontre aussi des problématiques liées à des guerres civiles, etc. Nous allons donc si possible participer à leurs ateliers sur place pendant une semaine et iels viendront nous soutenir ensuite en Ouganda pour la mise en place d'un atelier « test ».

YOLRED, comme énormément d'ONGs en cette période post-covid, a donc plein d'envie et d'idées pour la mise en place de nouveaux projets et se démène pour l'instant à chercher des fonds qui se font de plus en plus difficiles à obtenir. C'est donc dans une ambiance plutôt énergique que nous avons commencé l'année et ça fait du bien après l'expérience à RLP...





EPARGNER DANS UN QUOTIDIEN REMPLI D'IMPREVUS

Nouvel an rime avec nouveaux projets : chacun·e se fixe un but à atteindre en fin d'année tel que démarrer une formation, acheter un terrain, réparer le toit de sa hutte, etc. Les Ougandais·e·s utilisent plusieurs méthodes d'épargne, dont j'aimerais vous parler ici.

Ce qu'il faut savoir avant tout c'est que suivant la région dans laquelle on vit et les conditions socio-économiques, l'accès aux systèmes d'épargne n'est pas le même. Etant donné que la majeure partie des gens ont un travail « informel » (agriculture, vendre des produits alimentaires devant sa maison, tenir des petits magasins de proximité, boda-boda, etc.), l'accès aux comptes bancaires et services d'épargnes est restreint. Par ailleurs, l'accès à la ville depuis le village étant coûteux et les distances parfois extrêmement longues, ainsi personne ne trouve de l'intérêt à garder son argent dans une banque car retirer l'argent devient compliqué. On préférera donc garder son argent sous le matelas...

Les personnes employées dans l'administration, les banques, les ONGs, etc. bénéficient d'une épargne similaire à notre deuxième pilier mais avec très peu d'intérêts et peu d'entre eux comptent dessus pour assurer leurs retraites qui s'appelle le « National Social Security Fund ».

Etant donné que la plupart des familles acholies possèdent de grands terrains, il leur est possible de construire et de s'assurer d'avoir une maison pour leur retraite même au village. Une fois au village, iels sont plus ou moins sûr·e·s d'avoir à manger par le biais de l'agriculture. Gulu est en train de s'agrandir à une vitesse folle et beaucoup de personnes viennent ou reviennent pour le commerce. Il est donc aussi intéressant de construire des maisons que l'on pourra ensuite louer.

Les enfants sont aussi perçu·e·s comme un investissement pour le futur. Les parents vont faire en sorte de les former afin qu'ils puissent s'occuper d'eux plus tard. En effet, les maisons de retraite n'existent pas ici et l'accès aux soins peut s'avérer vite cher et le soutien des membres de la famille est donc nécessaire. Par ailleurs, les familles en situation de précarité font travailler les enfants extrêmement tôt dans les cultures, la fabrication de briques, etc. pour qu'ils contribuent à l'entreprise familiale.



A un niveau communautaire, des groupes d'épargne se créent aussi entre familles/amis/collègues. Il y a tout d'abord ce que les acholis appelle « Boli Cup », aussi appelé « Village Saving and Loan Association », ce sont des groupes d'épargnes très réglementés qui prennent place au long d'une période donnée, généralement annuellement. Le groupe se réunit régulièrement (généralement une fois par semaine) et chacun e amène sa contribution - elle peut être fixe ou dépendre des possibilités. Le comptable prend note de toutes les contributions et tient des comptes très précis. A partir de cette épargne, il est ensuite possible pour les membres de faire des emprunts avec des taux d'intérêt variable, fixés au préalable lors de l'assemblée générale. Cela leur permet donc en période de plantation, en cas de maladie grave, etc. d'avoir un accès à leur épargne facilement. En fin d'année, les membres du groupe peuvent alors récupérer leur épargne. Généralement, une contribution sociale est aussi perçue et permet d'organiser une fête de fin d'année par exemple. Audelà d'être un groupe d'épargne, Boli Cup s'avère aussi être un lieu de socialisation par le fait qu'il réunit des membres d'une même communauté et ouvre la possibilité de faire de nouvelles rencontres mais aussi permet d'avoir des nersonnes de confiance en soutien

25/2/2022	MRER SHIP	Subscrib Sig	BOL	DERO EMIRN	BAR BADO	PAGE NO.
NAME	MEMBER		10,0004		10,000/	against, million to
ENTEOS STAT				10,0001	, 4001	OF PROPERTY PROPERTY OF PERSONS
NEE TO SE		- ingali		40004		
1 7 7 7 1 1			5000k	10,000	2000k	AND THE DESIGNATION OF THE PARTY OF THE PART
1 20	Name -	- ,		10,000k		
TINT I THE	5000	5000f	3000	20,000k	20006	
T			5000F	10,000/2		THE MENT OF THE PARTY OF THE PA
To TITOL			10001	1+000k	1	是 15 mm 12 mm 12 mm 15
D 7 20	3		40001		1000k	
Sub TOTAL	5000k	5000k	33000	108000	£ 15000k	
			-			
General Total	166,0001					
				10,0001		Section 2 March 19
lus / a /1 73				10depol	Ak.	
				11800		
	17 June			11800	01	
General Total						
	1760004					
Expense (Airtime)	- 10,000					
	1660001					
			1	20,000	11/18/2016	
aula Coznt C						
22 Amount saved	166,000+20,000		-			
	= 186,000+		1		-	
			1			
			1.			



Un autre type de groupe d'épargne s'appelle « Kalulu ». Celui-là a moins de règles que Boli Cup. Un groupe de quatre à plusieurs dizaines de personnes contribuent en versant un montant fixe pour une période donnée et à tour de rôle les membres reçoivent l'équivalent des contributions de tout le monde. Par exemple, au travail, nous sommes 6 et contribuons mensuellement à hauteur 250,000 UGX. Chaque fin de mois, l'un·e de nous reçoit 1,500,000 UGX qu'iel peut alors investir. Dans ce cas, plus de membres il y a, plus cela devient intéressant.

Ces groupes d'épargne permettent aux membres d'avoir une certaine discipline car les aléas du quotidien font qu'il est difficile d'épargner de l'argent à la maison sans avoir la tentation de l'utiliser pour autre chose. Ici, les gens se prêtent beaucoup plus facilement de l'argent tout en sachant bien souvent qu'il sera difficile pour l'autre de rendre la somme : la règle : « les bons comptes font les bons ami·e·s » est parfois difficile à appliquer...



Malheureusement, ces groupes d'épargne ont aussi leurs mauvais côtés. Il arrive trop souvent que certains membres se désistent ou ne réussissent pas à rembourser leurs dettes, mettant ainsi à rude épreuve le bon fonctionnement du groupe. Comme l'indique ce <u>rapport</u>, le manque de formation des membres est un obstacle au bon développement des fonds et à la gestion des emprunts. Etant donné que cette pratique vise les personnes en situation de grande précarité, leurs revenus sont si faibles que leurs contributions ne permettent parfois pas les emprunts, ce qui est à la base l'un des objectifs principaux de ces groupes.



LE 8 MARS EN OUGANDA

Le 8 mars – Journée internationale des droits des femmes – est un jour férié en Ouganda. L'ONU étant très présente, de nombreuses actions de sensibilisation sont entreprises ce jour-là à travers le pays. L'année passée, en traversant plusieurs villages entre Gulu et Pakwach, j'ai vu les associations locales de femmes célébrer cette journée dans la rue. Malheureusement, comme en Europe, cette journée est souvent mal interprétée par une partie de la population. Les hommes cisgenres peuvent recourir à des discours déconcernés à ce propos sans montrer un soupçon de remise en question de leurs pratiques et comportements envers les femmes. Certains pensent qu'ils juste doivent cuisiner et faire le ménage pour leur femme ce jour-là... Alors que le reste du temps, on compte un nombre énorme de ménages souffrant de violences basées sur le genre à cause parfois de repas trop cuits ou pas assez salés.

L'égalité homme-femme comme on la conçoit en Europe n'existe pas vraiment ici. Quelques couples essaient de l'instaurer mais tout autour d'elleux, le patriarcat est très présent. Dans tous les contextes de la vie, on retrouve ce contre quoi nous nous battons en Suisse - les femmes qui tiennent un ménage seules, des hommes qui dirigent et ne prennent pas la voix des femmes au sérieux, la garde des enfants ou encore les hommes qui emplissent l'espace public. En effet, il s'accaparent les bars, les rues et ne laissent que très peu de place aux femmes qui doivent porter des jupes (à part les citadines...), qui se sentent vite mal à l'aise et qui ne peuvent pas profiter de ce type de loisirs.





Bien entendu, avec des yeux européens, ce contexte est difficile à comprendre et accepter. En parlant avec d'autres femmes, on se rend compte qu'elles ont si bien intégré cette répartition des rôles, qu'elles trouvent difficile de changer. En effet, la tendance est encore que si une femme essaie de changer ses habitudes, cela amène des conflits au sein de son couple et de sa famille. Tous seront réticents au changement et jugeront très rapidement en disant de la femme qu'elle est flemmarde, qu'elle manque de respect à son mari, etc., cela pourrait même amener, à nouveau, à des violences conjugales.



L'objectif principal en Ouganda aujourd'hui n'est pas encore la répartition des rôles au sein du couple ou la réduction de la charge mentale mais plutôt, la réduction des violences basées sur le genre, l'accès égal à la scolarité et des soins appropriés pour les femmes enceintes. Pour modifier certains comportements, certaines ONG, comme GWED-G partenaire d'Eirene Suisse, ouvrent des programmes appelés « Role Model Men » qui réunissent des hommes à caractères de leaders qui forment des groupes de soutien pour partager leurs expériences. Ils ont ensuite la mission de partager leurs opinions et leurs expériences auprès d'autres membres de la communauté afin d'entrainer un changement des pratiques visant l'égalité de genre. Cet article vous permet de lire un court témoignage à ce propos.



Pour rester dans le thème du 8 mars, celles et ceux qui lisent ou aiment le cinéma pourront s'intéresser à la littérature féministe africaine. En lisant des romans, on peut apprendre énormément de l'histoire d'un autre pays et se rendre compte d'autres réalités, tout en remarquant que parfois les difficultés rencontrées par les personnages sont similaires aux nôtres. Les livres de Chimamanda Ngozi Adichie sont incroyables pour cela mais de nombreuses autres autrices ont également écrit de super livres. Dans ce podcast récemment découvert, on peut écouter leurs interviews qui sont vraiment intéressantes. Il y a notamment celui de Jennifer Makumbi, une auteure ougandaise qui raconte son parcours de publication : https://radicalbookscollective.com/blogs/news/trailblazing-african-feminists

LE PROJET DE LOI "ANTI-HOMOSEXUEL-LE-S"

La question de la reconnaissance des groupes LGBT en Ouganda a été très discutée en ce début d'année et fait débat... ou plutôt... ne fait pas encore vraiment débat. A l'heure où les pays européens s'ouvrent petit à petit à l'idée d'un mariage pour tou·te·s, où les couples homosexuels peuvent se sentir de plus en plus à l'aise dans la rue (bien que la violence à leur encontre reste encore trop élevée), l'Ouganda a décidé de revoir et renforcer sa loi « antihomosexualité ».

En 2014, le Parlement avait déjà voulu mettre en place une loi interdisant toutes relations sexuelles entre personnes du même sexe au risque d'une sanction de prison à vie. Cela avait engendré plusieurs sanctions internationales de la part des USA, de la Banque mondiale et de certains pays européens. Finalement la cour constitutionnelle ougandaise n'avait pas accepté le projet de loi et il a été ajourné. Toutefois, il est assez clair que les discussions avaient alimenté les réactions homophobes à travers tout le pays, notamment par la police.

Cette année, des parlementaires ont remis l'idée sur le tapis et une nouvelle loi a été acceptée par le Parlement la semaine du 20 mars et est en voie d'être signée par le Président qui a déjà communiqué son approbation. Les valeurs ougandaises de la famille avec parents hétérosexuel·le·s sont profondément ancrées dans les valeurs bibliques et la plupart s'y raccrochent pour expliquer leur non-tolérance envers les homosexuel·le·s.



En engageant la discussion autour de moi, j'entends beaucoup de gens dire « nous n'avons rien contre elleux, mais il ne faut pas qu'iels promeuvent leur homosexualité ». Malheureusement, le discours antigay mélange la promotion des droits des homosexuel·le·s et la promotion de l'homosexualité en elle-même, comme s'iels essayaient de transformer tout le monde... La population craint donc que les valeurs bien ancrées de la famille soient désorganisées par les 1% de la population qui se définit comme homosexuelle.

Cette <u>nouvelle loi</u> punira donc les actes homosexuels, la promotion, le recrutement et le financement d'activités LGBT — empêchant toute association de défense des droits LGBT d'être reconnue comme ONG par le bureau national des ONGs. Les membres du Parlement souhaitent aussi un emprisonnement de 20 ans pour toute personne commettant un acte homosexuel. Même les enfants sont concernées par 3 ans de prison... Beaucoup de personnes rapportent que des élèves d'école unisexe avec internat auraient des rapports à l'adolescence.

La plupart des associations sont listées par le Gouvernement et reçoivent trop régulièrement des messages de haine, incitant à leur mort, etc. Leurs membres observent par ailleurs une augmentation des agressions depuis que le projet de loi est discuté, comme l'explique Frank Mugisha dans cet article. Frank Mugisha est le directeur de SMUG, une association de défense des droits LGBTQ qui a été récemment bannie de droit à l'enregistrement en tant qu'ONG en Ouganda, comme expliqué dans l'article. Depuis que le sujet est rediscuté, une sorte de chasse nationale aux homosexuel·e·s est lancée : dans les écoles, par l'Eglise, etc. Toutefois, cela attire aussi des sanctions de certains pays européens risquant d'impacter l'économie du pays. Mais Museveni est en lutte continuelle contre l'Europe, estime que c'est aussi l'Europe qui amène

et promeut les valeurs homosexuelles.

De mon côté, je dois avouer qu'il est difficile de faire face à ces discours haineux dans tous les contextes : au travail, dans mes cercles d'amis, sur les réseaux sociaux...





RECETTE

Otigo ma ki rubo ki ringo - Okra et boeuf

Oignons, ail, tomates, okra/gombo, 500g de bœuf, huile, curry, piment, sel

- 1. Ici la viande est fraiche du matin... Elle prend donc pas mal de temps à cuire pour être tendre. La découper en cube et la bouillir avec un oignon haché jusqu'à ce qu'elle soit tendre
- 2. Pendant que la viande bout, découper en morceau les gombos (cf. photo), hacher un oignon et deux gousses d'ail. Découper la tomate en petits morceaux.
- 3. Lorsque la viande est prête, faire chauffer deux cuillères d'huile dans une casserole. Faire revenir l'oignon et l'ail, puis la viande. Ajouter les épices : curry, sel, piment.
- 4. Une fois que la viande prend une bonne couleur, ajouter les gombos et remuer jusqu'à ce qu'il soit cuit (il devient plus mou).
- 5. Une fois le mélange prêt, servir. Ici on peut le manger avec du posho (de la farine de maïs cuite à l'eau) ou du riz.







RECOMMANDATIONS

Musique

Le son tendance en boite : *Cough* de Kizz Daniel https://www.youtube.com/watch?v=4j7Fa2PCMow

Lecture

Un aparté travail social suisse : Voilà un excellent article qui relate de la difficulté que nous avons à faire reconnaître notre métier en Suisse : https://www.femina.ch/societe/actu-societe/temoignages-les-

travailleuses-sociales-sont-a-bout-de-souffle

Cinema

God loves Uganda : Un documentaire sur les missions étasuniennes évangélistes qui condamnent l'homosexualité. Trailer : https://www.youtube.com/watch?v=ims7 3wud7A

REMERCIEMENTS

Merci infiniment pour votre soutien au quotidien : par messages, appels, lettres, paquets! J'ai hâte d'avoir de vos nouvelles et de lire vos retours. Si vous souhaitez soutenir Eirene Suisse et/ou mon projet, vous pouvez faire un don en suivant le lien ci-dessous. Tous vos dons sont super précieux!

Prenez soin de vous.







Merci infiniment pour votre soutien!

Adresse de corresp.: Rue des Côtes-de-Montbenon | 1003 Lausanne Tél: +41 22 321 85 56 | e-mail: info@eirenesuisse.ch | www.eirenesuisse.ch Coordonnées bancaires: Eirene Suisse | Rue des Délices, 12A | 1203 Genève CCP: 23-5046-2 | IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2 SWIFT/BIC: POFICHBEXXX | Mention: Varinia / Ouganda